



Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Sous-direction des parcours
d'accès à l'emploi
Mission insertion professionnelle
Personne chargée du dossier : **MIP**
tél. : 01 44 38 28 31
mél. : mip.dgefp@emploi.gouv.fr

Sous-direction du financement
et de la modernisation
Mission des affaires financières
Mission du pilotage et de la performance
Personne chargée du dossier : **MPP**
tél. : 01 44 38 33 48
mél. : mpp.dgefp@emploi.gouv.fr

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation
professionnelle et du dialogue social

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
Monsieur le préfet de Mayotte
Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-
Miquelon
Monsieur le représentant de l'Etat à Saint-Barthélemy et à Saint-
Martin
Mesdames et Messieurs les préfets de département

Copie :

- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- Mesdames et messieurs les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale
- Mesdames et messieurs les recteurs d'académie
- Monsieur le directeur général de Pôle emploi
- Monsieur le délégué ministériel aux missions locales
- Monsieur le président de l'UNML
- Madame la présidente de l'AGEFIPH
- Monsieur le président de CHEOPS
- Monsieur le directeur général de l'ASP
- Monsieur le contrôleur budgétaire et comptable ministériel

CIRCULAIRE N° DGEFP/MIP/MPP/2016/342 du 24 octobre 2016 relative au pilotage physico-financier des contrats aidés jusqu'à la fin de l'année 2016

Date d'application : 18 octobre 2016

NOR : ETSD1633593C

Classement thématique : Emploi - chômage

Catégorie : Directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : Cette circulaire vise à indiquer les orientations de pilotage des enveloppes physico-financières de contrats aidés jusqu'à la fin de l'année 2016.

Mots-clés : emploi d'avenir, contrat unique d'insertion, CIE-Starter, programmation, orientations

Textes de référence :

- Circulaire DGEFP n°2016-215 du 30 juin 2016 relative à la programmation des contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir au deuxième semestre 2016
- Courrier du 22 mars 2016 relatif à la préparation de la sortie en emploi d'avenir et le dossier associé.
- Circulaire DGEFP n° 2015-02 du 22 décembre 2015 relative à la programmation des contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir au premier semestre 2016.
- Circulaire interministérielle n° CAB/2015/94 du 25 mars 2015 relative à la mise en œuvre des mesures en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le champ du développement de l'activité économique et de l'emploi.
- Circulaire n° 2013-02 du 22 février 2013 relative à l'allongement de la durée des nouveaux contrats d'accompagnement dans l'emploi. Fiche d'appui DGEFP pour la mobilisation en faveur du parcours des jeunes en emplois d'avenir parue le 27 novembre 2014.

- Questions-réponses Emplois d'avenir – version du 25 mars 2016.
- Aide-mémoire relatif aux contrats aidés – version du 30 octobre 2015.

Annexes :

Tableau n°1 : Enveloppes physico-financières de CAE 2016 (post fongibilité CAE vers l'IAE)

Tableau n°2 : Enveloppes physico-financières de CIE pour le second semestre 2016 (post fongibilité CAE vers l'IAE)

Tableau n°3 : Enveloppes physico-financières d'emplois d'avenir pour 2016

Tableau n°4 : Objectifs de sorties d'emplois d'avenir 2016

La circulaire N°DGEFP/MIP/2016/215 du 30 juin 2016 relative à la programmation des contrats uniques d'insertion et des emplois d'avenir au deuxième semestre 2016 a déterminé les paramètres physiques et financiers de l'enveloppe de 227 000 contrats aidés, ainsi que les orientations à mettre en œuvre sur le ciblage des publics prioritaires.

La programmation du second semestre est confirmée, toutefois au vu des niveaux de consommation des enveloppes physiques et financières des contrats aidés constatés au 30 septembre 2016 et compte tenu de la nécessité de maîtriser budgétairement les crédits alloués à ces dispositifs, la présente instruction apporte des précisions complémentaires pour le pilotage des contrats aidés pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2016.

1- Orientations sur les prescriptions des contrats aidés à compter du 18 octobre 2016

Ces orientations font l'objet d'une modulation pour chaque type de contrat aidé.

a) CUI-CAE :

Les objectifs et orientations de prescriptions de CUI-CAE sur les publics prioritaires (demandeurs d'emploi de longue et très longue durée, bénéficiaires de minima sociaux, demandeurs d'emploi seniors ou en situation de handicap et parmi eux en priorité ceux résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville) fixés dans l'instruction du 30 juin 2016 sont réaffirmés. Les CUI-CAE pourront toutefois être également proposés aux employeurs pour maintenir dans l'emploi un sortant d'emploi d'avenir, lorsqu'aucune autre solution n'est possible.

Les CUI-CAE peuvent être également mobilisés en faveur des personnes qui se sont vu reconnaître la qualité de réfugié. Un projet d'instruction dédiée est en cours de préparation. Toutefois, je vous rappelle que vous pouvez d'ores et déjà ouvrir l'accès de ces publics aux contrats aidés ainsi qu'à l'IAE, la seule condition d'éligibilité commune à ces dispositifs étant d'être titulaires d'un titre de séjour ou d'une autorisation de travail (articles L.5221-5 CT et suivants).

b) CUI-CIE :

Dans un contexte de reprise économique, de montée en charge de l'aide à l'embauche et d'encadrement de la dépense budgétaire, je vous demande de mobiliser exclusivement les CUI-CIE pour la signature de contrats à durée indéterminée (CDI) avec des travailleurs handicapés, des demandeurs d'emploi seniors et des demandeurs de très longue durée (et non DELD), et parmi eux en priorité ceux résidant dans un quartier prioritaire de la politique de la ville.

Concernant les CIE-starter, les renouvellements de contrat ne devront être accordés qu'à la condition que le contrat de travail soit transformé en CDI.

Les objectifs des CAOM peuvent être assurés dès lors que le cofinancement des bénéficiaires de RSA par les conseils départementaux est garanti.

c) Emplois d'avenir :

Les prescriptions doivent désormais être réservées aux seules demandes de renouvellement, afin de sécuriser la trajectoire des jeunes en emploi d'avenir qui souhaitent poursuivre chez le même employeur ou un nouvel employeur.

Les renouvellements doivent être l'occasion de conforter la mise en œuvre d'actions de formation et de l'accompagnement renforcé du jeune pour favoriser la poursuite d'un parcours de qualité.

2- Orientations pour les sorties d'EAV :

Les sorties d'emploi d'avenir constituent une priorité forte. C'est pourquoi, ainsi qu'il avait été annoncé lors de la visioconférence du 12 septembre 2016, des objectifs de sorties positives d'emploi d'avenir ont été fixés par région, afin piloter les sorties sur la fin de l'année, l'objectif national retenu étant de 50%. Ces objectifs vous ont été communiqués par courriel DGEFP-DPT-DAT du 12 octobre 2016.

Ces objectifs régionaux tiennent compte des caractéristiques régionales suivantes :

- le taux de sortie positive observé au 30 septembre 2016 ;
- le poids du secteur marchand dans les contrats arrivant à échéance (le taux de sorties positives des contrats de ce secteur doit être de 100%) ;
- la part du public infra IV et la part de formation qualifiante dans les contrats arrivant à échéance.

Pour atteindre ces objectifs, il convient de poursuivre les efforts de mobilisation des acteurs sur les territoires et d'activer l'ensemble des solutions qui ont été précisées dans le dossier d'appui, adressé le 23 mars 2016.

Au-delà de l'animation constante des cellules opérationnelles, vous devez porter et relayer toutes les initiatives inscrites dans vos plans d'actions au plus haut niveau en région et départements et en toutes circonstances (CREFOP, réunion des branches professionnelles, etc.).

Il convient de poursuivre la mobilisation des employeurs, notamment les grands recruteurs que sont les hôpitaux, les collectivités et les grands réseaux associatifs, pour qu'ils s'inscrivent dans les réseaux de parrainage ou facilitent la recherche d'emploi des jeunes, au moyen de lettres de recommandation. Il s'agit de développer les actions visant à attester et valoriser les compétences acquises par ces jeunes pour leur permettre de se présenter dans de bonnes conditions devant les recruteurs et de faciliter leur embauche, en présentant leurs candidatures aux employeurs, aux branches que vous rencontrez et qui dans certains secteurs peuvent avoir des difficultés à recruter.

Signé

Myriam EL KHOMRI

Tableau n°1 : Enveloppes physico-financières de CAE 2016 (post fongibilité CAE vers l'IAE)

	Enveloppes physico-financières de CUI-CAE pour le 1er semestre 2016				Enveloppes physico-financières de CUI-CAE (post fongibilité IAE) pour le 2ème semestre 2016				TOTAL Enveloppes physico-financières de CUI-CAE au titre de la programmation 2016		
	Enveloppe physique totale		Enveloppe financière totale		Enveloppe physique totale		Enveloppe financière totale		Enveloppe physique	Enveloppe financière totale	
	Volume total	en %	AE	CP	Volume total	en %	AE	CP	Volume total	AE	CP
Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine	9 373	7,6%	54 594 331	37 435 550	11 985	6,8%	69 808 634	21 286 813	21 358	124 402 965	58 722 363
Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes	10 731	8,7%	62 504 189	42 859 371	15 738	8,9%	91 668 609	27 952 596	26 469	154 172 798	70 811 967
Auvergne/Rhône-Alpes	12 348	10,0%	71 922 628	49 317 633	18 618	10,5%	108 443 650	33 067 825	30 966	180 366 279	82 385 458
Bourgogne/Franche-Comté	5 271	4,3%	30 701 666	21 052 255	7 513	4,3%	43 760 723	13 343 999	12 784	74 462 389	34 396 254
Bretagne	4 331	3,5%	25 226 507	17 297 916	6 758	3,8%	39 363 100	12 003 027	11 089	64 589 606	29 300 943
Centre-Val-de-Loire	3 814	3,1%	22 215 169	15 233 030	5 767	3,3%	33 590 855	10 242 891	9 581	55 806 023	25 475 921
Corse	550	0,4%	3 203 551	2 196 688	804	0,5%	4 683 032	1 428 001	1 354	7 886 583	3 624 689
Ile-de-France	15 049	12,2%	87 654 975	60 105 366	19 467	11,0%	113 388 792	34 575 752	34 516	201 043 768	94 681 118
Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées	11 397	9,3%	66 383 398	45 519 360	17 145	9,7%	99 863 916	30 451 599	28 542	166 247 313	75 970 959
Normandie	6 178	5,0%	35 984 613	24 674 792	9 235	5,2%	53 790 800	16 402 480	15 413	89 775 412	41 077 272
Nord-Pas-de-Calais/Picardie	15 575	12,7%	90 718 735	62 206 198	21 482	12,2%	125 125 496	38 154 636	37 057	215 844 231	100 360 834
Pays-de-la-Loire	4 735	3,8%	27 579 660	18 911 483	6 218	3,5%	36 217 779	11 043 922	10 953	63 797 440	29 955 405
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 212	9,1%	65 305 840	44 780 474	17 598	10,0%	102 502 490	31 256 181	28 810	167 808 330	76 036 656
Total France Métropole	110 564	89,9%	643 995 261	441 590 116	158 238	89,6%	922 207 876	281 209 723	268 802	1 566 203 137	722 799 838

Guadeloupe	1 777	1,4%	10 350 381	7 097 298	2 358	1,3%	13 734 565	4 188 094	4 135	24 084 946	11 285 392
Guyane	983	0,8%	5 725 619	3 926 080	1 296	0,7%	7 548 768	2 301 853	2 279	13 274 387	6 227 933
Martinique	1 432	1,2%	8 340 881	5 719 376	2 317	1,3%	13 495 753	4 115 273	3 749	21 836 635	9 834 649
Réunion	6 724	5,5%	39 164 865	26 855 504	10 424	5,9%	60 716 329	18 514 288	17 148	99 881 194	45 369 792
Mayotte*	1 500	1,2%	8 736 957	5 990 966	1 800	1,0%	10 484 401	3 197 018	3 300	19 221 357	9 187 984
Saint Pierre et Miquelon	20	0,0%	116 493	79 880	17	0,0%	99 019	30 194	37	215 512	110 074
Total DOM	12 436	10,1%	72 435 196	49 669 103	18 212	10,3%	106 078 835	32 346 720	30 648	178 514 032	82 015 823
Total France Entière	123 000	100,0%	716 430 457	491 259 218	176 540	100,0 %	1 028 286 712	313 556 442	299 540	1 744 717 169	804 815 661

* Compte tenu du niveau du SMIC mahorais (7,26 €) la DIECCTE est autorisée à réaliser 2 398 contrats au 2nd semestre

Tableau n°2 : Enveloppes physico-financières de CIE pour le second semestre 2016 (post fongibilité CAE vers l'IAE)

Enveloppes physico-financières de CUI-CIE programmées pour le 2ème semestre 2016							
	Enveloppe physique		Enveloppe financière		Dont enveloppe complémentaire au titre du surcoût des 5 000 CIE starter		
	Volume total	en %	AE	CP	Volume total	AE	CP
Alsace/Champagne-Ardenne/Lorraine	1 177	7,8%	5 689 884	1 506 735	411	819 141	216 916
Aquitaine/Limousin/Poitou-Charentes	1 223	8,2%	5 688 912	1 506 478	315	627 809	166 250
Auvergne/Rhône-Alpes	1 506	10,0%	7 097 215	1 879 410	434	864 981	229 055
Bourgogne/Franche-Comté	519	3,5%	2 494 552	660 581	174	346 790	91 833
Bretagne	614	4,1%	2 865 764	758 881	163	324 866	86 028
Centre-Val-de-Loire	507	3,4%	2 498 704	661 681	201	400 602	106 083
Corse	48	0,3%	210 595	55 768	6	11 958	3 167
Ile-de-France	2 488	16,6%	12 006 046	3 179 315	858	1 710 032	452 833
Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées	1 467	9,8%	6 885 996	1 823 477	409	815 155	215 861
Normandie	709	4,7%	3 456 211	915 237	262	522 178	138 278
Nord-Pas-de-Calais/Picardie	1 669	11,1%	8 272 007	2 190 506	685	1 365 235	361 527
Pays-de-la-Loire	768	5,1%	3 706 348	981 476	265	528 157	139 861
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 197	8,0%	5 728 803	1 517 041	389	775 294	205 305
Total France Métropole	13 892	92,6%	66 601 037	17 636 587	4 572	9 112 198	2 412 997
Guadeloupe	248	1,7%	1 199 686	317 688	87	173 395	45 917
Guyane	54	0,4%	223 467	59 176	0	0	0
Martinique	195	1,3%	930 531	246 414	62	123 569	32 722
Réunion	565	3,8%	2 850 335	754 796	257	512 212	135 639
Mayotte*	41	0,3%	213 516	56 541	22	43 847	11 611
Saint Pierre et Miquelon	5	0,0%	20 691	5 479	0	0	0
Total DOM	1 108	7,4%	5 438 225	1 440 094	428	853 023	225 889
Total France Entière	15 000	100,0%	72 039 262	19 076 681	5 000	9 965 221	2 638 885

* Compte tenu du niveau du SMIC mahorais (7,26 €) la DIECCTE est autorisée à réaliser 55 contrats au 2nd semestre

Tableau n°3 : Enveloppes physico-financières d'emplois d'avenir pour 2016

	Enveloppes physico-financières d'EAV pour le 1er semestre 2016				Enveloppes physico-financières d'EAV pour le 2ème semestre 2016				TOTAL Enveloppes physico- financières d'EAV au titre de la programmation 2016		
	Enveloppe physique		Enveloppe financière		Enveloppe physique totale		Enveloppe financière totale		Envelopp e physique	Enveloppe financière totale	
	Volume total	en %	AE	CP	Volume total	en %	AE	CP	Volume total	AE	CP
Alsace/Champagne- Ardenne/Lorraine	3 025	8,6%	64 206 662	21 599 040	2 506	8,4%	53 190 709	6 684 932	5 531	117 397 371	28 283 973
Aquitaine/Limousin/Poitou- Charentes	3 056	8,7%	64 864 648	21 820 386	2 678	8,9%	56 841 468	7 143 754	5 734	121 706 116	28 964 140
Auvergne/Rhône-Alpes	3 571	10,2%	75 795 699	25 497 578	3 007	10,0%	63 824 606	8 021 385	6 578	139 620 305	33 518 963
Bourgogne/Franche-Comté	1 688	4,8%	35 828 379	12 052 622	1 380	4,6%	29 290 973	3 681 248	3 068	65 119 352	15 733 869
Bretagne	1 119	3,2%	23 751 159	7 989 860	910	3,0%	19 315 062	2 427 489	2 029	43 066 221	10 417 349
Centre-Val-de-Loire	1 491	4,3%	31 646 986	10 646 006	1 306	4,4%	27 720 298	3 483 847	2 797	59 367 284	14 129 854
Corse	164	0,5%	3 480 956	1 170 989	153	0,5%	3 247 477	408 138	317	6 728 434	1 579 128
Ile-de-France	4 288	12,3%	91 014 270	30 617 086	3 553	11,8%	75 413 643	9 477 879	7 841	166 427 914	40 094 965
Languedoc-Roussillon/Midi- Pyrénées	3 240	9,3%	68 770 111	23 134 179	2 814	9,4%	59 728 115	7 506 544	6 054	128 498 226	30 640 723
Normandie	1 716	4,9%	36 422 688	12 252 547	1 471	4,9%	31 222 479	3 923 997	3 187	67 645 168	16 176 543
Nord-Pas-de-Calais/Picardie	3 930	11,2%	83 415 598	28 060 902	3 412	11,4%	72 420 870	9 101 751	7 342	155 836 467	37 162 653
Pays-de-la-Loire	1 508	4,3%	32 007 817	10 767 389	1 268	4,2%	26 913 735	3 382 480	2 776	58 921 552	14 149 869
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 704	7,7%	57 393 327	19 307 043	2 392	8,0%	50 771 020	6 380 829	5 096	108 164 347	25 687 872
Total France Métropole	31 500	90,0%	668 598 301	224 915 626	26 850	89,5%	569 900 456	71 624 274	58 350	1 238 498 757	296 539 901
Guadeloupe	487	1,4%	10 341 836	3 478 980	437	1,5%	9 275 475	1 165 728	924	19 617 311	4 644 709
Guyane	304	0,9%	6 445 703	2 168 326	275	0,9%	5 836 969	733 582	579	12 282 672	2 901 908
Martinique	631	1,8%	13 403 443	4 508 901	528	1,8%	11 206 981	1 408 477	1 159	24 610 424	5 917 379
Réunion	1 900	5,4%	51 626 435	17 367 068	1 610	5,4%	43 746 611	5 498 011	3 510	95 373 046	22 865 079
Mayotte*	175	0,5%	3 714 435	1 249 531	300	1,0%	6 367 603	800 271	475	10 082 038	2 049 802
Saint Pierre et Miquelon	3	0,0%	63 676	21 421	0	0,0%	0	0	3	63 676	21 421
Total DOM	3 500	10,0%	85 595 528	28 794 228	3 150	10,5%	76 433 639	9 606 070	6 650	162 029 167	38 400 298
Total France Entière	35 000	100,0%	754 193 829	253 709 854	30 000	100,0 %	646 334 095	81 230 345	65 000	1 400 527 924	334 940 199

* Compte tenu du niveau du SMIG mahorais (7,26 €) la DIECTE est autorisée à réaliser 400 contrats au 2nd semestre

Tableau n°4 : Objectifs de sorties d'emplois d'avenir 2016

	Réalisation au 30 septembre 2016			Objectifs de fin d'année			
	Taux de sorties positives à fin septembre sur l'ensemble des sortants de 36 mois depuis le début de l'année			Objectifs sur les sortants mensuels des trois derniers mois de l'année			Taux de sortie annuel à fin décembre
	Sorties totales	Sorties positives	Taux de sorties	Octobre	Novembre	Décembre	
Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne	895	445	49,7%	67,6%	65,7%	68,4%	54,6%
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	1 703	880	51,7%	71,3%	72,0%	75,7%	56,7%
Auvergne, Rhône-Alpes	882	452	51,2%	69,7%	69,0%	73,2%	56,3%
Bourgogne et Franche Comté	583	314	53,9%	77,5%	74,1%	75,7%	59,0%
Bretagne	206	121	58,7%	81,8%	77,1%	87,8%	64,1%
Centre-Val de Loire	468	222	47,4%	65,2%	67,8%	71,8%	52,2%
Corse	41	28	68,3%	90,0%	82,8%	92,3%	74,9%
Haute-Normandie et Basse-Normandie	687	328	47,7%	65,9%	66,4%	65,7%	52,6%
Île-de-France	384	217	56,5%	73,5%	69,2%	72,0%	61,6%
Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon	1 380	607	44,0%	60,9%	59,0%	63,8%	48,5%
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	1 140	384	33,7%	48,6%	49,6%	49,6%	37,4%
Pays de la Loire	422	201	47,6%	68,0%	64,8%	70,5%	52,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	811	358	44,1%	58,6%	57,3%	60,7%	48,8%
Guadeloupe	201	97	48,3%	57,9%	59,1%	58,1%	52,2%
Guyane	17	10	58,8%	70,3%	74,2%	70,3%	63,8%
La Réunion	552	60	10,9%	17,1%	16,6%	17,0%	13,0%
Martinique	218	34	15,6%	23,5%	21,7%	23,3%	17,5%
Mayotte	16	2	12,5%	18,2%	16,3%	19,0%	14,4%
France entière	10 606	4 760	44,9%	61,9%	60,8%	63,3%	50,0%